



Rhône-Alpes

LA BONNE SANTÉ DU GENEVOIS



Le Genevois français fait preuve de dynamisme économique. Loin d'être la pâle banlieue de la cité de Calvin, il a su faire émerger ses champions.

PAR DOROTHÉE THÉNOT

C'est presque une curiosité : 2 698 emplois ont été créés dans le Genevois français entre 2012 et 2013. Cela représente une hausse de 6% sur ce territoire, qui compte près de 44 000 emplois et connaît une croissance démographique supérieure à la moyenne départementale. Depuis dix ans, quelque 6 000 postes y ont été générés. Loin d'être le dortoir de Genève, il y a dans cette partie de la Haute-Savoie une véritable dynamique économique.

La frontière suisse et le fameux jet d'eau de Genève ne sont qu'à quelques kilomètres. Avec 103 km de frontière commune avec la France et seulement quatre avec le reste de la Suisse, le canton de Genève est une enclave dans l'Hexagone. La proximité de l'aéroport international de Genève, la gare TGV et le réseau autoroutier en font un territoire attractif. Ici, tous les regards sont tournés vers la cité de Calvin, et tous les responsables économiques et dirigeants jouent la carte du marketing territorial. La zone s'affiche comme la « porte sud de Genève ».

Une surreprésentation des PME

Le Genevois français se distingue par une grande diversité d'activités et une surreprésentation des petits établissements. « Les entreprises de plus de 250 salariés n'emploient que 11% des salariés, contre 40% au niveau national », confirme Noël Mercier, le responsable du pôle territoire de la Maison de l'économie (MED). Plusieurs secteurs se côtoient : l'industrie mécanique (Valeo à Vétraz-Monthoux et Jacquard à Saint-Cergues), la chimie (Siegwerk, le fabricant d'encres de sécurité à Vétraz-Monthoux), l'agroalimentaire (Baïko), la fabrication d'appareils électriques (Cobham), le médical et la fabrication de machines. Ethical Coffee, le concurrent du géant Nespresso, qui a son siège dans le canton de Vaud, a installé une usine à Annemasse en 2010.

Certains établissements ont toutefois disparu. Cuenod, le fabricant historique de brûleurs de chaudières, propriété du groupe italien Ariston, a quitté Annemasse en 2011 pour La Roche-sur-Foron. Siegwerk, lui, a fermé fin 2011



Les laboratoires Pierre Fabre ont investi 15 millions d'euros dans le CIPF, leur unique site biotech implanté à Saint-Julien-en-Genevois.

son atelier de fabrication d'encres grasses à Cranves-Sales. Le 25 septembre, l'américain Parker Hannifin, le leader des technologies de contrôle et de mouvement, a annoncé la suppression de 101 postes sur son site de Ville-la-Grand, qui emploie 160 salariés.

À l'opposé, la technopole d'Archamps, fondée il y a vingt ans à la frontière, abrite 1 740 emplois répartis dans 206 entreprises innovantes, parmi lesquelles Meggitt (Sensorex), fabricant de capteurs embarqués et de systèmes de mesure devenu fournisseur de rang 1 d'Airbus pour l'A 350 [lire l'interview ci-contre]. Cette PME de 160 personnes, filiale du groupe britannique Meggitt, enregistre une hausse de son chiffre d'affaires de 7% en 2013 à 19 millions d'euros et prévoit au moins la même progression l'an prochain.

Le secteur pharmaceutique compte un millier d'emplois. À Gaillard, Delpharm, le leader français du façonnage pharmaceutique, a repris en 2011 les moyens de production de Bayer Santé Familiale. Cette filiale du groupe allemand Bayer a conservé la R&D, le marketing, la vente et des services administratifs. À quelques kilomètres de là, le centre d'immunologie Pierre Fabre (CIPF), installé à Saint-Julien-en-Genevois depuis 1990, est devenu une référence dans les traitements contre le cancer. Seul site biotech

300
emplois industriels
ont été créés dans le Genevois
entre 2012 et 2013.

DAMIEN CABROL



« Il faut une chaîne logistique performante »

XAVIER MONANGE,
président de Meggit (Sensorex)

Meggit est devenu fournisseur de rang 1 d'Airbus. Qu'est-ce que cela a changé ?

Avant 2009, nous n'accédions aux marchés aéronautiques gros porteurs que par l'intermédiaire d'autres groupes, tels que Safran et Goodrich. Nous sommes désormais confrontés aux exigences de l'avionneur. Cela nous a obligés à nous structurer en conséquence. Nous prévoyons sur ce marché de blocs inertiels une hausse continue du chiffre d'affaires sur les quinze ans à venir. Ce marché sécurise ainsi l'activité future du site.

Quelles sont vos priorités pour 2014 ?

Nous avons beaucoup travaillé à l'amélioration du service rendu aux clients. Nous devons capitaliser sur ces performances et

augmenter la compétitivité du site. Nous engageons pour cela de nombreux chantiers d'amélioration continue, dans la production comme dans le bureau d'études, ainsi que des actions variées de maîtrise des coûts.

Quelles conséquences pour vos fournisseurs savoyards ?

Nos fournisseurs doivent se mettre au standard des exigences de nos marchés aéronautique, ferroviaire et médical. Nous ne pouvons pas faire tampon entre les contraintes très strictes d'un avionneur, comme Airbus, et de petites structures qui hésiteraient à remettre en cause un fonctionnement trop artisanal. Nous avons besoin d'une chaîne logistique performante. Notre priorité sera donc de développer le niveau de nos fournisseurs, à l'aide d'experts qui dédient du temps chez eux. ■

du groupe Pierre Fabre, il est spécialisé dans la recherche d'anticorps monoclonaux et compte 120 personnes, dont une quinzaine a été embauchée pour la création en 2011 de l'unité de biotechnologie des anticorps (UBA), qui produit désormais ces anticorps, destinés à des essais cliniques. « Nous avons mis en place des technologies à usage unique innovantes, la culture des cellules se fait, par exemple, dans des poches stériles en plastique permettant la simplification des opérations de nettoyage, explique Nathalie Corvaia, la directrice du site haut-savoyard. Grâce à cette UBA, le centre de Saint-Julien assure le continuum recherche, développement et production des lots cliniques. » Pour cette unité, le groupe Pierre Fabre s'est doté d'un bâtiment de 2 500 m² pour un montant de 15 millions d'euros environ.

Une politique salariale et RH à adapter

La proximité de la Suisse crée une situation économique particulière : 60 000 frontaliers travaillent à Genève et l'on estime qu'il y a chaque jour 500 000 passages de frontière. Des frontaliers mais aussi des Suisses qui habitent en France. Le coût de la vie est élevé, les prix du foncier et des logements grimpent en flèche et l'offre disponible dans le Genevois diminue. Les salariés du privé travaillant du côté français sont parmi les premiers touchés. Par ailleurs, les conditions salariales très attractives proposées en Suisse

sont pénalisantes pour les entreprises situées en France, car elles doivent pratiquer une politique salariale et RH adaptée pour attirer et surtout fidéliser les talents.

L'actuel projet de Grand Genève, une vaste agglomération de plus de 900 000 habitants, représente une opportunité à saisir pour les entreprises hexagonales. Avec une croissance démographique de 2 % par an, ce bassin de vie pourrait compter 1,3 million d'habitants d'ici à 2040, une population qu'il faudra bien loger. « Il faudra rénover l'existant et construire de nouveaux logements, prévoit Nathalie Maisonnac, la directrice de la MED. Nous avons là l'opportunité de devenir un territoire de référence dans l'écoconstruction. Mais pour éviter que trop de marchés échappent à nos entreprises locales, nous devons créer une filière écoconstruction structurée. » ■